

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

L'AUTOPSIE DE LA TRAGEDIE CONGOLAISE

L'alliance des vautours



ALLIANCE DES PATRIOTES POUR LA REFONDATION DU CONGO

L'AUTOPSIE DE LA TRAGÉDIE CONGOLAISE

- L'alliance des vautours -

SOMMAIRE

I. BREF APERÇU HISTORIQUE

II. QUELLES SONT LES RAISONS CACHÉES DE L'IMPUNITÉ DONT JOUISSENT LES PRÉDATEURS DE LA RDC ?

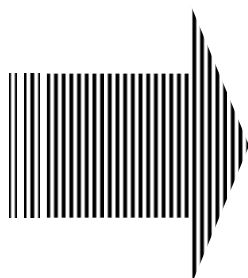
III. VOICI LES TENTACULES DE LA PIEUVRE

- 1. American Mineral Fields Inc. (AMFI)**
- 2. Barrick Gold Corporation (BGC)**
- 3. Pillage de la GECAMINES**
- 4. Pillage de la MIBA**
- 5. Pillage de l'OKIMO**
- 6. Pillage du bois**

IV. CONCLUSION

L'AUTOPSIE DE LA TRAGÉDIE CONGOLAISE

L'alliance des vautours -



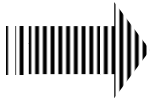
Qui sont ces vautours qui becquettent le peuple et la République Démocratique du Congo ?

Depuis l'invasion du Zaïre en 1996, suivie de la chute de Mobutu en 1997, et depuis, surtout, l'accession à la magistrature suprême en 2001 de celui qui se fait appeler **Joseph Kabila**, et qui a succédé à **Laurent Désiré Kabila** après son assassinat dans des circonstances non encore élucidées à ce jour ; plusieurs travaux d'étude ont été réalisés et plusieurs enquêtes ont été diligentées pour dénoncer le pillage systématique et l'exploitation illégale des ressources naturelles et des autres diverses richesses de la République Démocratique du Congo. Cette ancienne colonie belge est en effet victime d'un complot international de la part de certains pays d'Afrique, d'Europe et d'Amérique, avec le soutien avéré des puissants lobbies politiques et financiers occidentaux dont les intérêts communs sont dorénavant défendus au sein d'une sorte d'union sacrée qu'il convient désormais d'appeler : l'«**Alliance des vautours**». Et cette alliance se manifeste aujourd'hui à travers son soutien aveugle à **Joseph Kabila**, parce qu'il est considéré aux yeux des tous les membres comme étant un pion stratégique très important pour le fonctionnement du système mis en place, et pour la protection des intérêts de toute l'alliance.

Dès lors, la fausse identité congolaise de Joseph Kabila, de son vrai nom **Hyppolite Kanambe**, ses nombreux crimes commis aux côtés de **Paul Kagamé** et de **James Kabarebe** dans le massacre des millions des Congolais entre 1996 et 1998, les nombreux assassinats des officiers généraux et supérieurs de l'armée congolaise qui le gênaient dans son ascension vers le pouvoir (*Voir le document APARECO « Des*

origines cachées du sphinx à son accession au pouvoir »), les irrégularités et les fraudes massives qui ont caractérisé la mise en scène électorale en RDC..., tous ces faits ont été soigneusement couverts par les puissants membres de l'« Alliance des vautours », dans le seul but de garder leur protégé à la tête de la RDC, au grand dam du peuple congolais !

Certains experts qui ont étudié ce phénomène du pillage en cours en RDC ont évalué à **six millions de dollars américains par jour**, les tonnes de cobalt (rien que le cobalt) qui sortent de la RDC au profit des multinationales éparpillées dans le monde, et qui les utilisent dans l'industrie nucléaire, chimique, ou encore dans l'aéronautique et la défense.



Notre but ici est de mettre en exergue la disproportion des rapports de force dans un combat injuste qui oppose d'une part, l'immense puissance internationale d'une vaste alliance des pays et des multinationales aux tentacules illimitées et d'autre part, un jeune pays du Tiers-monde laminé, assommé et exsangue par dix années de guerre d'occupation et d'exploitation.

Notre but est de stigmatiser ce complot international en vue de faire comprendre à ceux des dirigeants du monde qui sont encore épris de paix et de justice, les raisons profondes et non avouables de l'attitude ambiguë et hypocrite de la Communauté Internationale dans la tragédie qui se déroule actuellement en République Démocratique du Congo.

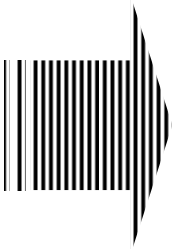
Notre but est de faire comprendre au monde les raisons profondes du combat réel que mène le peuple congolais, et dont nous portons la voix au-delà des frontières nationales. Car ce combat patriotique de tout un peuple est altéré par la puissante campagne d'intoxication que mènent les puissants médias internationaux sous contrôle des membres cette «Alliance des vautours» à travers le monde.



I

QUELLES SONT LES RAISONS CACHÉES DE L'IMPUNITÉ DONT JOUISSENT LES PRÉDATEURS DE LA RDC ?

Pour illustrer quelques aspects frappants de ces crimes économiques et de l'impunité dont jouissent leurs auteurs, nous nous sommes appuyés, à titre indicatif seulement, sur quelques documents et ouvrages suivants :



- Le rapport final du groupe d'experts de **la commission d'enquête de l'ONU** sur les pillages et l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC.
- Le rapport de **la commission sénatoriale belge** sur le pillage des ressources naturelles de la RDC.
- Le rapport de la commission spéciale de l'Assemblée Nationale congolaise, mieux connu sous le nom de « **la Commission Lutundula** ».
- Le Nouveau Code Minier congolais.
- **Honoré Ngbanda Nzambo**, « *Crimes organisés en Afrique centrale. Révélation sur les réseaux rwandais et occidentaux* » éditions Duboiris 2004.
- Quelques journaux et magazines spécialisés.
- Le rapport de **Keith Harmon Snow** et **David Barouski** (Zmag, 5.03.2006)
- Les copies des **contrats léonins signés avec les multinationales.**

Ce qui frappe et qui choque tout observateur objectif de la situation politique en RD Congo, **c'est l'inexplicable impuissance et cette espèce de fatalisme teinté d'indifférence de la part de la Communauté Internationale**. Et cela, malgré les constats accablants des crimes commis, l'établissement des responsabilités et l'identification de leurs auteurs et enfin, malgré les recommandations pertinentes des experts de l'ONU et des autres organismes internationaux !

En effet, des nombreux rapports d'enquêtes et d'études que ces experts ont publiés jusqu'ici ont dénoncé sans ambiguïté et avec force le pillage et l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC. Ils ont formellement identifié les pays, les sociétés, les firmes, les hommes et les différents groupes d'intérêts qui sont impliqués dans ce pillage. Les experts onusiens ont même formulé des recommandations qui ont conduit les organes compétents de l'ONU à prendre des résolutions pour sanctionner tous les principaux pilleurs.

Mais malheureusement, toutes ces recommandations pertinentes et toutes ces bonnes résolutions de l'ONU n'ont jamais connu un début d'exécution ! Pourquoi ?

Par ailleurs, des responsables des Nations Unies et du Sénat belge, qui ont pourtant diligenté des enquêtes sérieuses et approfondies sur les crimes économiques en RDC, ont curieusement refusé de communiquer des informations importantes sur certains contrats léonins illégaux, sous prétexte de confidentialité.

Pourquoi ce refus ? Et qui sont ces pays, ces sociétés ou ces hommes placés au dessus de l'ONU et protégés par la confidentialité du rapport de ses experts ?

Certaines organisations internationales ont catégoriquement refusé d'apporter leur assistance aux enquêteurs. Tel est le cas vécu par les experts de la «**Commission Lutundula**». Pourquoi ce refus ?

La vérité est toute simple :

Ce sont ces mêmes lobbies politiques et financiers auteurs des pillages en RDC qui déploient leurs vastes et puissantes tentacules de pieuvre pour bloquer, par des mécanismes de pression, de chantage, de diversion et d'intoxication, l'application de toute mesure qui vise à mettre fin au pillage et à la violence en République Démocratique du Congo. La guerre qu'ils y ont conçue et planifiée a justement pour objectif de leur créer un cadre idéal pour perpétrer impunément ces crimes dont le peuple congolais paient aujourd'hui un lourd tribut !




II BREF APERÇU HISTORIQUE

Pour tenter d'apporter une réponse claire aux questions que soulève cette énigme, il convient de faire un bref aperçu historique qui explique le contexte des bouleversements politiques et économiques intervenus en Afrique au cours des dix-sept dernières années.

Dès que l'Empire Soviétique s'est disloqué et s'est effondré complètement dans les années 1990, une voie royale s'est ouverte aux Etats-Unis d'Amérique dont les dirigeants politiques de l'époque décidèrent d'instaurer un «**nouvel ordre mondial**». La planète terre toute entière s'est vue ainsi livrée au monopole du capital international, autrement dit, des multinationales occidentales et de leurs alliés en Afrique et dans le monde.

L'Afrique en général et le Zaïre de l'époque en particulier furent visés à cause de l'abondance des ressources naturelles dont ils regorgent. En effet, la quête de nouvelles ressources minières par les sociétés américaines a poussé les multinationales à se tourner vers les pays africains, et vers le Zaïre en particulier où foisonnent des gisements vierges ou encore mal exploités. Il s'agit surtout de ressources naturelles et stratégiques telles que : l'uranium, le coltan, le cobalt, le diamant, l'or, le pétrole, l'écosystème forestier, et l'eau potable.



C'est ainsi qu'en 1995, par la signature de ***l'Africa New Opportunities Act***, le président **Bill Clinton** donne le départ de la mise en application officielle de la nouvelle stratégie des Etats-Unis pour la conquête des réserves minières de la République Démocratique du Congo. Cette stratégie avait été déjà défendue devant le sénat américain en 1993 par **Georges Moose**, le sous-secrétaire d'Etat sous Bill Clinton, en ces termes : « ***Nous devons assurer notre accès aux immenses ressources naturelles de l'Afrique, un continent qui renferme 78% de réserves mondiales de chrome, 89% de platine et 59% de cobalt*** ».

Ainsi, pendant les années qui ont suivi cette décision, les experts américains ont constitué d'importants groupes d'intérêts aux ramifications tentaculaires, dans le but de financer les opérations de déstabilisation de la République du Zaïre dirigée depuis trois décennies par **Mobutu Sese Seko**, notoirement connu comme étant le meilleur allié des Etats-Unis d'Amérique et de l'Occident durant la période de la guerre froide.

Ces puissantes multinationales qui disposent aussi d'importants moyens militaires sont alors parvenues à prendre possession des Etats africains, dont les pouvoirs en place sont déstabilisés au moyen des rébellions. Elles ont donc réussi à imposer facilement leur volonté à des gouvernements fragiles et fantoches qu'elles venaient d'installer à la tête de ces pays conquis par la force des armes.

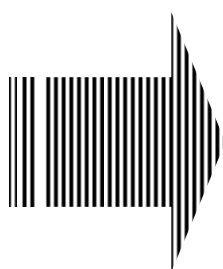
Ainsi pour élargir et protéger leur marché, elles ont imposé les dirigeants politiques de leur choix à la tête des pays africains, frustrant les peuples et déstabilisant par la suite des régions entières, avant de donner des prétextes à l'ONU pour intervenir au travers d'une force de maintien de la paix.

La RDC est aujourd'hui encore la parfaite illustration de ce scénario cynique et macabre, qui ne prend plus en compte ni la volonté des peuples africains, ni leur intérêts immédiats, ni encore moins leur dignité. Le rôle de l'ONU devient donc du coup ambigu et hypocrite vis-à-vis des peuples dont elle est sensée défendre les intérêts supérieurs.



III VOICI LES TENTACULES DE LA PIEUVRE !

Quelles sont les principales sociétés américaines, canadiennes, européennes et africaines impliquées dans le démantèlement de la République Démocratique du Congo ?



La pieuvre qui emprisonne aujourd'hui la RDC est immense et aux tentacules innombrables. Les vautours qui becquettent la proie RDC sont venus de tous les cieux. Leur nombre est indéchiffrable et leurs alliances complexes et multiformes comme une toile d'araignée ! C'est pourquoi, nous ne citerons que quelques-unes de ces multinationales, pour tenter d'illustrer la diversité et la complexité, ainsi que la vaste connexion des différentes origines de la tragédie que vit le peuple congolais décimé, violenté, humilié, exploité et manipulé à souhait, sous le regard «complaisant et indifférent» de la Communauté Internationale :

I. American Mineral Fields Inc. (AMFI):

Elle fut créée en 1995 avec son siège en Arkansas, fief du président **Bill Clinton**.



Cette multinationale qui est dénommée aujourd'hui «**ADASTRA**» a été spécialement créée pour concrétiser et gérer les ambitions économiques des Etats-Unis à travers les opérations de la déstabilisation du Zaïre déclenchée en 1996.

Elle est aussi celle qui revient le plus vite à l'esprit des Congolais, et pour cause ! En avril 1997, AMFI (avec **Jean-Raymond Boule**, son co-fondateur), a réussi à signer trois accords (léonins) avec **Laurent Désiré Kabila** et

son mouvement l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération (AFDL), pour une valeur **d'un milliard de dollars américains**. Ces accords portaient sur les mines de cobalt de Kolwezi et les mines de zinc de Kipushi, et **ils ont été signés avant même que l'AFDL ait officiellement pris le pouvoir à Kinshasa !**

L'AMFI a apporté un appui financier, logistique et militaire très déterminant aux sept armées coalisées de l'AFDL lors de la première guerre d'invasion contre la République du Zaïre en 1996 et 1997.

Plus tard, la remise en cause, par Laurent Désiré Kabila, des contrats léonins signés avec l'AMFI en faveur d'une compagnie sud-africaine dénommée Anglo American Corporation d'une part, et la dénonciation du contrat de privatisation de la Gécamines d'autre part, ont constitué l'étincelle de la deuxième guerre dont les conséquences ont abouti à l'élimination physique de Laurent Désiré Kabila, et de son remplacement par celui qui se fait appeler Joseph Kabila.

Les objectifs et les activités d'AMFI (ADASTRA) correspondent totalement aux visées hégémoniques de Paul Kagamé, à savoir la partition et le démembrement de la RDC pour le contrôle de ses ressources minières... Ce qui explique le soutien logistique et militaire dont le Rwanda a bénéficié dès les préparatifs du projet de déstabilisation du Zaïre, et continue encore à bénéficier jusqu'à présent de la part de l'AMFI (ADASTRA) et des personnalités politiques américaines liées de près ou de loin aux intérêts de cette société aux ramifications multiples.

En plus de **Bill Clinton** lui-même, AMFI (ADASTRA) entretient des rapports privilégiés avec « **Lazare Kaplan International Inc.** », qui est la plus grande compagnie de courtage de diamant aux Etats-Unis, et dont le président n'est autre que **Maurice Tempelman**, plusieurs fois conseiller pour les affaires africaines des gouvernements américains successifs (démocrates et républicains), et consul honoraire américain pour la République Démocratique du Congo !

Mr Tempelman accompagna **Bill Clinton** lors de sa tournée africaine de 1988. Il est également **membre du**

conseil d'administration international de la Bourse américaine.

Enfin, ADASTRA (AMFI) est membre du **Conseil économique de l'Afrique**, au même titre que **Chevron Texaco, Boeing, GE,...**

D'autres co-fondateurs d' ADASTRA (AMFI) comme **Michael McMurrough** et **Robert Friedland** sont également très proches de **Bill Clinton**.



Les ramifications de l'AMFI s'étendent à une compagnie aérospatiale et de construction américaine (branche de **la NASA**) dénommée **BECHTEL** ou **NASA/BECHTEL**.

Dans leur rapport (Zmag, 5.03.2006) **Keith Harmon Snow** et **David Barouski** précisent que **BECHTEL a fourni des cartes satellitaires et des photos de reconnaissance des mouvements des troupes des FAZ à l'AFDL pendant la guerre d'invasion du Zaïre par les armées du Rwanda et de l'Ouganda en 1996.**



BECHTEL a en outre créé des cartes infrarouges des gisements importants de minerais de la République Démocratique du Congo en vue d'orienter les sociétés américaines, dans le processus d'occupation et de partage du territoire congolais, vers les « zones utiles ».

Plus grave, les deux journalistes d'enquête indiquent que le Front Patriotique Rwandais (FPR) dirigé par Paul Kagamé, (un gradué de l'académie militaire américaine de Fort Leavenworth) s'est servi des cartes satellitaires fournies par la NASA/BECHTEL pour localiser les camps des réfugiés hutus rwandais à l'est du Zaïre, dont le nombre était estimé à 800.000. Il convient de noter que ces réfugiés hutus rwandais ont été plus tard pourchassés à travers les forêts zaïroises et exterminés avec leurs enfants dans des conditions sauvages, sous le commandement du Général rwandais James Kabarebe et de son bras droit, le Commandant Hypo, alias Joseph Kabila !

Parmi les « amis » de **BECHTEL** dans les hautes sphères du pouvoir américain se trouvent :

- **George SCHULTZ**, ancien secrétaire d'Etat américain, qui est **membre du conseil d'administration de BECHTEL** ;
- **Caspar WEINBERGER**, ancien secrétaire d'Etat à la défense, qui est également **membre du conseil d'administration de BECHTEL** ;
- **Jack SHEELAN**, (vice-président de **BECHTEL**), il est Général à la retraite, **membre du conseil d'administration de la politique de défense au Pentagone**.

Rien que du beau monde... !

2. Barrick Gold Corporation (BGC):

Société canadienne, devenue 2^{ème} mondiale en production de l'or.



Parmi les directeurs de BGC, on retrouve les personnalités suivantes :

- **Brian MULRONEY**, ancien premier ministre canadien ;
- **Edwards NEYS**, ancien ambassadeur américain au Canada et PDG de Burston-Marsteller (une compagnie de relations publiques) ;
- **Howard BAKER**, ancien sénateur américain ;
- **J. Trevor EYTON**, il est membre du sénat canadien ;
- **Vernon JORDAN**, l'un des avocats de Bill CLINTON.

BARRICK GOLD est un client de longue date de la société de lobbying d'**Andrew YOUNG** dénommée « **Good Works International** ». Andrew YOUNG est un ancien maire d'Atlanta, qui fut choisi en 1994 par le président **Clinton** pour diriger le « **Fond de l'Entreprise et du Développement de l'Afrique Australe** ». Il est également un personnage clé au sein du « **conseil d'amitié américano-ougandaise** ».

Sa société de lobbying « **Good Works International** » a comme clients ou partenaires en business des multinationales telles que : **Coke (Coca-Cola)**, **Chevron Texaco**, **Mosanto**, ainsi que **les gouvernements du Nigeria et de l'Angola**.

Signalons enfin que **BARRICK GOLD** est un **partenaire minier** de...**ADASTRA (AMFI)** et qu'il traite en affaires avec **CALEB INTERNATIONAL**, société dirigée par **Salim SALEH**, qui n'est autre que **le demi-frère du président ougandais Yoweri Museveni**.

Le panel des experts de l'ONU sur l'exploitation illégale des ressources naturelles de la RDC a recommandé que Salim Saleh soit interdit de voyage et que ses avoirs soient gelés, mais cette recommandation n'a jamais été mise en application. On peut comprendre aisément pourquoi !



Dans le même ordre d'idées, le panel des experts de l'ONU a également épinglé une grande compagnie américaine de traitement du coltan, dénommée **CABOT**, qui est basée à New England. Elle a été dénoncée pour ces activités de contrebande de minerais en République Démocratique du Congo. **Ici aussi, la recommandation est restée lettre morte.**

Il faut préciser qu'un des membres du Conseil d'Administration de CABOT, **John McArthur**, est conseiller principal de...**Paul Wolfowitz**, **président de la Banque Mondiale** et que l'actuel **directeur adjoint du département du Trésor public américain, Samuel Bodman** fut **PDG et chairman du conseil d'administration de CABOT** de 1997 à 2001. Ceci explique cela !



3. Pillage de la GECAMINES :



GECAMINES

Sous prétexte de se faire rembourser les « efforts de guerre », le Président du Zimbabwe, Robert Mugabe, a fait appel à une constellation de multinationales pour dépecer la Gécamines qui constitue le poumon même de l'économie de la RDC. Ce travail fut confié à son homme de confiance et spécialiste dans le domaine, **Billy Rotenbach**.



3a. RIDGEPOINT OVERSEAS DEVELOPMENTS

Signa un accord de partenariat avec la **Gécamines** pour fonder une nouvelle association dénommée « **CENTRAL MINING GROUP** » (**CMG** en sigle) qui devait gérer pour son propre compte les mines et les usines les plus rentables de la Gécamines, laissant à cette dernière tout le passif et les usines les moins viables !





3b. KABABANCOLA MINING COMPANY

En 2001, à la demande insistante de Mugabe, **LD Kabila** autorise **John Bredenkamp** et sa société **TREMALT LTD** à constituer une coentreprise avec la Gécamines : la « **KABABANCOLA MINING COMPANY** » (**KMC**), qui s'est vue attribuée pour une période de **vingt-cinq ans les gisements les plus riches de la Gécamines !**



3c. LE GROUPE FORREST

Monsieur **George Arthur Forrest**, sujet belge d'origine néo-zélandaise occupe une place de choix dans le scandaleux pillage des ressources naturelles de la RDC.

Il a en effet été le principal artisan et le grand bénéficiaire de la stratégie de démembrement de la GECAMINES.



Celui qu'on appelle aujourd'hui dans certains milieux «**vice-roi du Congo**» est devenu aujourd'hui **le premier groupe industriel minier du Katanga au détriment de la Gécamines.**

Celui qui au départ n'avait aucune expertise dans le domaine minier, est parvenu grâce au soutien des lobbies politiques financiers belges d'une part et grâce à la destruction des structures de l'Etat congolais d'autre part, **à s'accaparer au fur et à mesure des meilleurs gisements et mines appartenant à la Gécamines, jusqu'à la dépouiller complètement de ses secteurs rentables au profit de son Groupe et de ses alliés belges dont certains ont joué un rôle de premier plan dans le déroulement de la tragédie actuelle en RDC.**

C'est ainsi que le **Groupe Forrest s'est emparé de la mine de Shinkolobwe, mine très riche en cobalt et en uranium, avant de faire main basse sur les rejets de traitement métallurgique de cuivre et de cobalt de Kolwezi.** Démarches que Monsieur Forest avait tenté maintes fois auprès du Président Mobutu sans succès !

Tous les contrats léonins entre **KINROSS-FORREST** et la **GECAMINES** conclus à la sauvette et en violation flagrante du Code Minier congolais, **n'obéissent à aucune logique économique et ont été entérinés sans tenir compte des recommandations des experts de la**

Banque Mondiale et de la «Commission Lutundula».

Forrest opère sans vergogne au travers d'un écran de sociétés offshore qui élude le fisc congolais. En contrepartie, il finance grassement les activités politiques de Joseph Kabila.

Ainsi, dans les activités d'exploitation des scories riches en cobalt de la Gécamines, Forrest utilise la société **GTL/STL (Groupement Traitement Terril/Société pour le Traitement du Terril de Lubumbashi)** basée à Jersey, et le **GROUPE FORREST** basé dans le paradis fiscal de Luxembourg.

Dans le projet **KAMOTO (Kamoto Copper Company)** par contre, Mr Forrest agit via **KINROSS FORREST LIMITED** basé aux Iles Vierges Britanniques... !

Entendu par la Commission sénatoriale belge chargée d'enquêter sur son implication (pourtant démontrée) dans le pillage des ressources naturelles du Congo, FORREST, soutenu par une puissante batterie d'avocats venus assurer sa défense, sera contre toute attente...blanchi par ladite commission d'enquête ! Rien d'étonnant !

Le bradage du patrimoine national congolais et de la Gécamines en particulier est facilité par la complicité active d'une mafia au sommet de l'Etat congolais. La grande majorité d'acteurs politiques au pouvoir à Kinshasa est impliquée dans cette pratique éhontée. **Plusieurs documents officiels l'attestent**, au point qu'à ce jour, selon le rapport accablant de Monsieur **Robert CREM**, l'ancien PGD de la Gécamines d'origine belge, **une partie du patrimoine congolais d'une valeur de 300 milliards de dollars US est bradé sans aucun profit pour l'Etat et le peuple congolais !**

C'est **Laurent Désiré Kabila**, qui amorça le démantèlement de la Gécamines après son arrivée au pouvoir en 1997, en offrant les plus beaux morceaux au **Zimbabwe** de **Robert Mugabe** pour «services militaires rendus».

Son successeur Joseph Kabila accéléra la mort de la Gécamines en confiant des dizaines des mines du groupe public à des firmes étrangères voraces (qui ont financé sa campagne électorale), à telle enseigne qu'aujourd'hui **29 sociétés nébuleuses**, nées de la joint-venture entre la

Gécamines et la société française **SOFRECO** se partagent aujourd'hui les dépouilles du géant économique congolais !

Dans cette mise à mort de la Gécamines, le cas le plus frappant, parce que le plus cruel, est celui de TENKE FUNGURUME qui selon les experts, représente la plus importante réserve vierge au monde avec 7 millions de tonnes de cuivre de réserves prouvées, et ses 1,5 millions de tonnes de cobalt de réserves prouvées. Ce qui lui donne un potentiel valorisé à 90 milliards de dollars US !

Comment comprendre que Joseph Kabila et son régime ait pu céder 83% des droits miniers de ce trésor national aux américains de PHELPS DODGE contre une remise de...15millions de dollars US ?



3d. TRAFIC D'URANIUM



Uranium

La mine de Shinkolobwe connue pour ses 15000 tonnes d'uranium fournies aux Etats-Unis par la Belgique et qui ont servi au triste bombardement des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, avait été officiellement fermée par la Belgique après la deuxième guerre mondiale. **Mais depuis son avènement au pouvoir en 1997, Laurent Désiré KABILA a réactivé l'exploitation artisanale de cette mine. Cette activité a été poursuivie par son successeur Joseph KABILA.**

LD KABILA avait en effet offert en 1998, une importante concession d'uranium à la Corée du Nord en échange de son assistance dans le cadre d'une importante

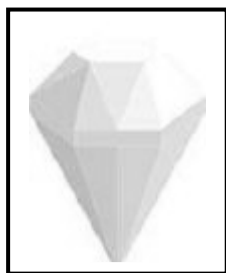
coopération militaire à Kinshasa. Après l'assassinat de LD KABILA, Washington exerça une forte pression sur son successeur Joseph KABILA **pour fermer l'Académie militaire ouverte par les experts militaires Nord Coréens à N'Sele, à 60 KM de Kinshasa. En échange, Joseph KABILA bénéficia de l'appui diplomatique des Etats-Unis.**

Le 17/08/2006, le journaliste Erik BRUYLAND de la revue belge flamande «**Trends-Tendances**», relayant les révélations de «**The Sunday Times**» annonce les résultats de ses enquêtes **sur la saisie, le 22 Octobre 2005, d'uranium 238 dans les services de la douane tanzanienne. Plusieurs documents accablants furent produits par Erik BRUYLAND prouvant le trafic d'uranium entre Joseph KABILA à travers la « Fondation Laurent Désiré KABILA » dirigée par sa sœur jumelle d'une part, et l'entreprise iranienne « SAMAN CHESHEMEN MINES OF IRAN » et « WIELAND LUFTECHNIK GMBH DE ERLAND » (en Allemagne) d'autre part.**

La responsabilité des officiels politiques et militaires congolais dans ce trafic a été clairement établie à travers des rapports et des correspondances officielles parmi lesquels :

- i. La lettre du 04 juillet 2005 du Ministre de l'Intérieur **Théophile Mbemba Fundu** adressée au « **Président Moïse Kumbi** » à Lubumbashi, et dans laquelle il parle clairement de la consignation à Kinshasa de « **Radio Active Material** » ;
- ii. Le rapport officiel établi à Lubumbashi le 12 Août 2006 par le Directeur urbain Kisulua Ngoy au Ministre de l'Intérieur Théophile Mbemba Fundu, et dont le titre est suffisamment éloquent : « **Lutte menée par les autorités provinciales contre l'exploitation et l'exportation des produits radioactifs** ». Dans ce rapport, le Directeur urbain dénonce et déplore l'interférence de « la haute hiérarchie à Kinshasa » qui entrave les efforts des autorités provinciales pour éradiquer le trafic dangereux d'uranium.

4. Pillage de la MIBA :



Sigle MIBA

Toujours sous prétexte de se faire rembourser les « efforts de guerre », Robert Mugabe fit appel à une bande des vautours internationaux pour dépecer la **SOCIETE MINIERE DE BAKWANGA (MIBA en sigle)** :

- a) **SENGASENGA MINING COMPANY** fut créé pour exploiter le plus riche gisement en diamant de la MIBA. Selon le rapport d'enquête des experts de l'ONU « *cette concession de vingt-cinq ans représente manifestement les plus riches gisements du patrimoine de la MIBA, avec une valeur de production potentielle estimée à plusieurs milliards de dollars* » !
- b) Cette société avait un lien de partenariat avec une autre société «**OSLEG**» (**OPERATION SOVEREIGN LEGITIMACY**) qui est contrôlée par les Forces de défense zimbabwéenne.
- c) Elle avait un autre lien de partenariat avec une autre société congolaise « **COMIEX-CONGO** » dans laquelle on trouve comme actionnaires les barons de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila.
- d) Les deux sociétés précitées (**OSLEG** et **COMIEX-CONGO**), ne disposant ni de capital ni des compétences pour exploiter l'immense potentiel de la concession qui leur a été octroyée, recourent à une troisième société : « **ORYX NATUREL RESSOURCES** », une **société anglo-omanaise**,

dirigée par un entrepreneur omanais, mais immatriculée aux **Îles Caïmans** ! A trois, elles ont constitué une nouvelle société dénommée « **COSLEG** »

- e) **DE BEERS** vient de reprendre en dernier l'exploitation de la presque totalité des gisements importants de la MIBA pour une bouchée de pain, à travers des contrats léonins dont les clauses fournissent des preuves accablantes !

5. Pillage de l'OKIMO :



Mine de l'OKIMO

L'or congolais n'a pas échappé aux griffes des vautours, l'« **OFFICE D'OR DE KILOMOTO** » (**OKIMO** en sigle) a été cédé pour un vil prix à « **ANGLO-ASHANTI GOLD** », basée en **Afrique du Sud**.



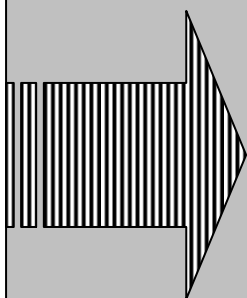
6. Pillage du bois :



Exploitation forestière SOCEBO

La « **COSLEG** » ne s'est pas limitée à l'exploitation du diamant congolais, elle a étendu ses tentacules dans le domaine de l'exploitation du bois congolais. Pour cela, elle a constitué une filiale de bois dénommée « **SOCIETE CONGOLAISE D'EXPLOITATION DU BOIS** » (**SOCEBO** en sigle). **Quatre concessions, représentant une superficie de totale de 33 millions d'hectares furent attribuées à cette nouvelle société. Ces concessions représentent 15% du territoire national, alors qu'on peut considérer la RDC comme la réserve de l'humanité parce qu'elle contient à elle seule 47% de la réserve forestière de toute l'Afrique !**





Conclusion

La brève présentation de la liste partielle des multinationales qui se partagent les richesses de la RDC grâce à la complicité active de **Joseph Kabila** et de **Paul Kagamé** explique, si besoin en était encore, le comportement «irrationnel» et l'attitude partisane et complaisante de la Communauté Internationale vis-à-vis du peuple congolais et de sa misère.

La complicité de la MONUC, des Etats-Unis et de certains pays de l'Afrique centrale et australe ainsi que de l'Union Européenne s'explique par la diversité et la convergence de leurs intérêts économiques colossaux liés à l'exploitation anarchique et frauduleuse des ressources minières de la RDC, avec la complicité avérée de Joseph Kabila qui sert de garant politique à cette vaste alliance des vautours.

Les sociétés étrangères qui ont fait main basse sur le patrimoine congolais, et derrière lesquelles se cachent en réalité grandes puissances de ce monde, entretiennent pour la plupart d'entre-elles des liens de partenariat à travers des intérêts considérables. Par conséquent, elles ont fini, grâce au jeu des alliances, par tisser une véritable toile d'araignée autour de la République Démocratique du Congo, où elles se comportent comme de véritables vautours qui déchiquettent une proie agonisante. Chacune d'elles s'en donne ainsi à cœur joie, dans le dépeçage du trésor national congolais sans que personne au monde n'ose lever son petit doigt !

C'est cette situation seule qui justifie le choix arbitraire et amoral des membres influents de la Communauté Internationale à maintenir, contre toute étique, le statu quo politique en RDC en imposant au peuple congolais, à travers une mascarade électorale, Joseph Kabila, un étranger impliqué par surcroît dans le massacre de plusieurs millions de Congolais. Et tout ceci pour ne pas altérer les équilibres construits ces dernières années grâce aux concessions minières acquises à travers des contrats léonins au détriment des intérêts supérieurs du peuple congolais.

C'est ici donc que réside, à notre avis, la seule l'explication valable sur l'attitude coupable, complice et complaisante de la Communauté Internationale dans la tragédie qui se déroule en République Démocratique du Congo.

C'est ici que réside la réponse à toutes les interrogations sur le comportement pour le moins «bizarre», sur le silence et l'indifférence soudaine des grands défenseurs de la démocratie et de la justice dans le monde vis-à-vis des abus et des injustices flagrants dont est victime le peuple congolais.

Seule cette «**alliance des vautours**» explique **pourquoi la Communauté Internationale a fermé les yeux sur l'échec de Joseph Kabila à réaliser, pendant les trois années de la transition, les cinq préalables devant aboutir à l'organisation des élections crédibles et transparentes pour instaurer une troisième République dans les conditions de paix, d'entente et de stabilité, à savoir :**

- **pacifier le pays**
- **réunifier le territoire national**
- **restaurer l'autorité de l'Etat sur tout le territoire**
- **former une armée nationale restructurée et intégrée**
- **réconcilier la nation**

Seule cette «**alliance des vautours**» explique **pourquoi l'ONU et le CIAT ont fermé les yeux sur le sabotage flagrant par Joseph Kabila et son régime de transition, du processus de la mise en place d'une armée nationale congolaise et républicaine, condition sine qua non pour garantir la naissance d'une nouvelle République dans la paix durable et dans la stabilité !** (*Voir le rapport confidentiel de l'Union Européenne rédigé par CARLO DE PHILLIPI en annexe*) Or aujourd'hui, pour avoir négligé ces préalables indispensables, on enregistre à travers tout le pays, immédiatement après les élections, des conflits armés et des tensions grandissantes entre les différentes milices armées, les éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) mal brassés et les troupes rwandaises opérant à l'Est de la RDC. Tous ces événements dévoilent au grand jour le caractère machiavélique du plan de la Communauté Internationale et détruisent d'avance toutes les chances de survie de cette troisième République «mort-né» !

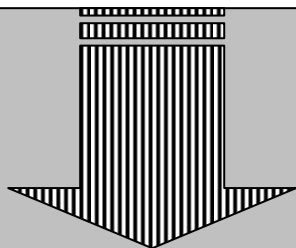
Seule cette «**alliance des vautours**» explique **pourquoi l'ONU et le CIAT ont bâclé, voir écarté en RDC les opérations de «recensement» et d'«identification», opérations jugées fondamentales dans tout processus électoral, alors qu'en Côte d'Ivoire par exemple, la même Communauté Internationale déploie depuis deux ans tous ses efforts pour l'organisation de ces deux opérations qui constituent des étapes indispensables avant l'organisation de scrutins crédibles. D'autant plus que le prétexte fondamental qui a donné lieu au déclenchement des guerres est un conflit identitaire à l'Est du pays !**

Seule cette « **alliance des vautours** » explique **pourquoi la Communauté Internationale a empêché, lors de la campagne électorale en RDC, le débat sur les origines rwandaises et sur la fausse identité de Joseph Kabila, taxant ce débat de «xénophobie» et de «discours de la haine», alors que dans les textes de la Constitution congolaise élaborée à Liège (en Belgique) et non à Kinshasa, il est clairement stipulé que le candidat à la magistrature suprême « doit être né de père et de mère congolais»!**

Dès lors qu'un doute sérieux plane sur les origines et sur l'identité réelle d'un candidat, **pourquoi la Communauté Internationale devrait-elle s'interposer pour sévir sur une large majorité du peuple congolais qui réclame des preuves d'identité du candidat Joseph Kabila à travers le test ADN ?** En voulant imposer au peuple congolais un candidat de leur choix, la Communauté internationale a enfanté d'un Président qui fuit le peuple qu'il prétend l'avoir élu et qui recourt à l'armée étrangère pour assurer sa sécurité !

Pourquoi la même Communauté Internationale qui a brandi des menaces contre tout débat de nationalité lors des présidentielles n'a pas levé le petit doigt quand la famille politique de Joseph Kabila a soulevé le même problème de nationalité pour deux candidats de l'Union pour la Nation aux postes de gouverneur dans les deux Kasai, acceptant même de reporter le scrutin pour permettre l'examen des dossiers des intéressés ! Alors que le critère de nationalité est plus important au poste de Président de la République qu'à celui de gouverneur !

A moins d'être aveugle ou de mauvaise fois notoire, **le tableau de la situation politique, sociale, économique et sécuritaire de la RDC est plus que jamais précaire et catastrophique.** Car on a voulu bâtir une nouvelle République sur la fraude, le mensonge, la corruption et l'escroquerie. **Un tel édifice n'a aucun avenir devant la volonté d'un peuple humilié, meurtri, frustré et décidé à s'assumer pour recouvrer ses droits fondamentaux.**



C'est pourquoi, l'Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo (APARECO) estime **qu'il n'est pas trop tard pour réparer les erreurs commises en République Démocratique du Congo.**

L'APARECO estime que **tous les partenaires économiques de la RDC peuvent bien bénéficier des immenses ressources dont elle regorge, mais à travers un partenariat honnête avec un pouvoir réellement démocratique, et à travers des contrats garantissant leurs intérêts ainsi que ceux du peuple congolais,** propriétaire légal des ressources et premier bénéficiaire légitime de leurs exploitations.

C'est pourquoi, **l'APARECO lance un appel solennel à travers le monde à toutes les personnalités politiques, économiques, culturelles et religieuses éprises de paix et de justice pour comprendre et soutenir son combat, et venir au secours du peuple congolais, en vue de l'aider à jeter les bases réelles et solides de la souveraineté, de la réconciliation, de la stabilité, de la justice et de la démocratie.** Car ce sont ces valeurs-là seules qui garantiront à court, à moyen et à long terme les intérêts réciproques du peuple congolais, de ses voisins africains et de tous ses partenaires à travers le monde.

Tel est le sens profond du combat que mène l'Alliance des Patriotes pour la Refondation du Congo (APARECO) dont l'objectif principal consiste à aider le peuple congolais à s'assumer pleinement dans cette nébuleuse de la mondialisation, où chaque peuple devra d'abord s'identifier et s'affirmer, avant d'intégrer l'environnement mondial et d'harmoniser les intérêts centrifuges et centripètes de ses partenaires.

**Honoré NGBANDA NZAMBO KO ATUMBA
Président national de l'APARECO**



APARECO - 4 RUE DES COSMONAUTES - 94600 CHOISY LE ROI – FRANCE
Website: www.aparecordc.org
Email: apareco@aparecordc.org